Pour notre modèle de société, il est l'heure des choix.

TRAVAUX PUBLIÉE LE 26/03/2026

Saisine liée : POUR UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ SOUTENABLE, DURABLE ET INCLUSIVE À L'HORIZON 2050
Formation de travail liée : COMMISSION AVIS TRANSVERSE

Résolution adoptée "Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050"

Le logiciel de notre société, hérité d'après-guerre, n'est plus adapté aux crises de notre siècle. Pour sortir de la gestion de l'urgence qui fracture et fragmente le pays, le CESE a adopté ce 25 mars 2026 une résolution constituant une feuille de route adressée aux décideurs publics. Le CESE les appelle à trancher à travers 9 défis afin de refonder notre modèle de société à horizon 2050.

La résolution a été adoptée en séance plénière le 25 mars 2026 avec 121 voix pour et 21 abstentions.

? **La résolution en 3 points clés :**

- **Un modèle à bout de souffle :** pensé en 1945, notre modèle de société est aujourd'hui en « rupture d'adéquation » face au mur écologique, au vieillissement de la population et à la révolution numérique.
- **L'urgence nourrit la défiance : e**nfermées dans la gestion de l'urgence et du court terme, les politiques publiques perdent en lisibilité, nourrissant une profonde défiance et une crise démocratique
- **L'heure des choix :** refusant la fatalité, le CESE adresse aux politiques à la société tout entière les 9 défis qu'il faut impérativement trancher pour préparer la France de 2050.

Découvrir la résolution

Notre modèle de 1945 à l'épreuve des crises systémiques

Notre modèle de protection sociale et d'action publique est l'héritier direct des choix fondateurs de 1945. Bâti au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce « logiciel » a été pensé pour une époque précise : celle d'une démographie dynamique, d'une énergie abondante et d'une perspective de croissance économique continue.

Aujourd'hui, la France fait face à une **véritable rupture d'adéquation** : les outils d'hier sont confrontés à des bouleversements d'une nature nouvelle. Le franchissement documenté des limites planétaires, le vieillissement structurel de la population et les mutations liées à la révolution numérique imposent des transformations qui sont désormais simultanées, cumulatives et appelées à durer.

En l'absence d'un cap partagé, l'action publique devient illisible pour les citoyens. Lorsqu'elle se réduit à une succession de mesures d'urgence ou d'ajustements techniques, elle donne le sentiment d'une perte de maîtrise collective face aux événements. Ce manque de récit et de projection nourrit un profond sentiment d'insécurité et d'abandon, les décisions étant souvent perçues comme déconnectées des réalités vécues sur le terrain. **Conséquence directe de cette perte de repères : le pays se fragmente, le lien social se délite, et la confiance démocratique s'érode**. Aujourd'hui, seuls 22 % des Français déclarent encore faire confiance à la parole politique (Baromètre de la confiance politique, Cevipof, 2026), illustrant l'urgence vitale de redonner une

direction claire à la Nation.

Découvrir les défis de la France à horizon 2050

Neuf défis à trancher pour refonder notre modèle de société

Pour sortir de cette impasse, **le Conseil a cartographié les 9 défis et arbitrages que nos décideurs doivent impérativement trancher pour refonder le modèle de société français.** Chacun de ces défis illustre un arbitrage complexe, une ligne de crête que les décideurs publics doivent impérativement trouver pour garantir la pérennité de notre modèle :

Sens et cohésion
Entre l'expression des aspirations individuelles et le besoin vital de cohésion nationale : comment refaire société face aux fractures qui nous traversent ?

Égalité et équité
Entre l'égalité de droit (la même règle pour tous) et l'exigence d'équité (corriger les inégalités de départ) : comment agir plus justement sans fragiliser le principe d'universalité ?

Participation et efficacité
Entre la nécessité d'une participation citoyenne élargie et l'impératif d'efficacité de l'action publique : comment mieux associer sans enliser la prise de décision ?

Souveraineté et interdépendance
Entre l'urgence de reconquérir notre souveraineté (industrielle, technologique, énergétique) et la réalité de nos engagements mondiaux : comment assumer une véritable autonomie stratégique dans un monde interdépendant ?

Liberté et sécurité
Entre le besoin légitime de sécurité face aux nouvelles menaces et la préservation de nos libertés fondamentales : comment protéger efficacement sans transiger avec l'État de droit ?

Uniformité et différenciation
Entre le respect de l'uniformité républicaine et le besoin vital de différenciation territoriale : comment donner de véritables leviers d'action au local sans risquer de créer une France à deux vitesses ?

Prospérité et soutenabilité écologique
Entre la préservation de notre prospérité socio-économique et l'urgence de la soutenabilité écologique : comment transformer notre modèle productif en respectant strictement les limites planétaires ?

Solidarités et responsabilités
Entre le maintien indispensable des solidarités nationales (notamment face au mur du vieillissement) et l'exigence de responsabilité individuelle : comment refonder et financer un contrat social juste ?

Temps court et temps long
Entre la pression politique du temps court (la gestion de l'urgence) et l'impératif du temps long : comment s'extraire de l'immédiateté pour concevoir, dès aujourd'hui, la trajectoire de la France de 2050 ?

L’énoncé de ces neuf défis n'est pas un exercice théorique, mais un appel direct à la lucidité collective. Le CESE rappelle avec force que repousser ces arbitrages équivaut à un choix par défaut : celui de subir les crises plutôt que de les anticiper. La dette budgétaire et la dette écologique qui pèsent sur le pays sont d'ailleurs les conséquences directes de ces décisions non prises.

À travers cette résolution, la société civile organisée fournit une boussole. Il appartient désormais aux décideurs publics de s'en emparer et de faire preuve du courage politique nécessaire pour trancher ces défis. **C'est à cette seule condition que la France pourra restaurer la confiance de ses citoyens et garantir la résilience de son modèle de société d'ici 2050.**

En savoir plus sur les travaux

Une méthode de travail prospective et participative

Pour aboutir à cette cartographie des enjeux, le CESE s'est appuyé sur ce qui fait sa singularité : la force du dialogue et de la co-construction. Refusant une approche exclusivement "par le haut", la commission temporaire, présidée par Michel Chassang (groupe Artisanat et Professions libérales), a déployé une démarche ancrée dans la réalité du terrain. Les réflexions ont ainsi intégré une dimension prospective exigeante, tout en associant étroitement les acteurs territoriaux (CESER, Conseils de développement) ainsi qu'un panel citoyen, afin de confronter la réflexion aux inquiétudes et aux aspirations directes des Français.

En savoir plus sur la méthode de travail

Les rapporteurs

• **Élodie Martinie-Cousty** est vice-présidente du CESE siège au sein du groupe Environnement et nature. Représentante de la protection de la nature et de l'environnement, elle est engagée au sein de France Nature Environnement (FNE) où elle pilote le réseau Océans, mers et littoraux

• **Patrick Levy-Waitz** est secrétaire du Bureau du CESE et membre du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale. Président de l'association France Tiers-Lieux et de la Fondation Travailler Autrement, il est un acteur fortement engagé sur les enjeux de cohésion territoriale et des nouvelles formes d'emploi.

Découvrir la résolution

© - copyright CESE - Octobre 2026